

DU VENDREDI 29 NOVEMBRE AU JEUDI 5 DÉCEMBRE 2013 N° 69

LA TRIBUNE *fr*

DES MÉTROPOLIS



ANNE HIDALGO

« Nous devons miser sur l'innovation, aussi bien sociale que technologique » **P.7**

JOSEPH STIGLITZ

Rencontre avec le Prix Nobel d'économie 2011 : « Il faut en finir avec l'austérité, cela ne marche pas! » **P.6**



11 initiatives inédites au crible

Paris, capitale de l'économie sociale et solidaire



© JANIS SMITS/ISTOCKPHOTO - LUDOVIC PRON ET MATHIEU DELMESTRE - LH FORUM

bpifrance
SERVIR L'AVENIR

SERVIR L'AVENIR.

Pour contacter Bpifrance de votre région :
bpifrance.fr



TOUT LE MONDE PEUT AVOIR SA PART DU GÂTEAU *

32% de savoir-faire
22% d'implication
19% de gourmandise
18% de convivialité

Conception : Agence Albert Gamote - Photo : David Marguet.

* SURTOUT QUAND IL EST BON !

**farinez'vous**
boulangerie artisanale



Farinez'vous a reçu le Prix National du Jeune Entrepreneur La Tribune 2013, catégorie Social Business.

Pourquoi ne pas imaginer une boulangerie qui proposerait une autre manière de consommer, attentive aux conséquences sociales et écologiques de ses activités, en faire un lieu convivial, alliant qualité et innovation ?

Farinez'vous a pour objectif de démontrer qu'une boulangerie, commerce de proximité par excellence, peut aussi être un lieu propice à la solidarité et au développement durable.

www.farinez-vous.com



Pour le développement de sa communication, Farinez'vous a choisi l'agence Albert Gamote® : un réseau d'experts répartis dans le monde entier pour défendre les beaux projets, les entreprises originales et les actions généreuses par des campagnes mêlant le digital et les réseaux sociaux au street marketing et aux médias traditionnels.
www.albert-gamote.com

L'ESS, un remède à la crise du capitalisme ?

La cinquième édition des Trophées de l'économie sociale et solidaire de la Mairie de Paris, en partenariat avec La Tribune, se tient le 29 novembre au palais Brongniart. Les onze lauréats illustrent le dynamisme d'un pan de l'économie qui intéresse de plus en plus les géants du CAC 40.

DOSSIER COORDONNÉ
PAR ISABELLE LEFORT

Si l'on veut que l'économie sociale prenne de l'ampleur, il faut cesser de faire des distinctions avec l'économie classique. » Arnaud Mourot, codirecteur du réseau des entrepreneurs sociaux, Ashoka Europe, en est convaincu. « Avoir un ministre de tutelle en charge de l'économie sociale et solidaire, c'est très bien, et le projet de loi de Benoît Hamon sur ce sujet est une bonne chose. Mais j'espère que, dans quelque temps, on n'aura plus besoin de ce texte de protection de l'entrepreneuriat social. »

L'enjeu est d'importance. En Europe, l'emploi rémunéré dans l'économie sociale et solidaire (ESS) a progressé de plus de 20 % entre 2003 et 2013, représentant désormais plus de 14,5 millions de salariés. Sur la même période, en France, les entreprises de solidarité et autres entrepreneurs sociaux ont créé environ 440 000 nouveaux emplois. Et d'ici à 2020, selon les prévisions, la barre des 600 000 emplois devrait être dépassée. Paris est l'un des territoires les plus engagés dans ce mouvement. Désormais, 9 % des salariés y travaillent pour l'ESS. Au travers du commerce équitable, des sociétés de réinsertion, des ateliers artistiques, des structures qui créent du lien social, 10 540 entreprises génèrent près de 5 milliards d'euros de rémunérations brutes. Les femmes occupent 64 % des emplois, contre 51 % dans l'économie globale de la ville. L'ESS parisienne réalise plus de 45 % des rémunérations brutes du secteur dans la région.

LA VILLE DE PARIS CROIT EN L'ESS

Considérée par certains comme une économie de la réparation, l'ESS a fleuri sur fond de crise. « À Paris, depuis six ans et la seconde mandature de Bertrand Delanoë, on a changé d'échelle », explique Pauline Véron, adjointe au maire chargée de l'ESS, également candidate dans le 9^e arrondissement. « La Ville a investi 7 millions d'euros, sous la forme de contrats aidés pour des projets d'insertion et des subventions. Notre action a pris de l'ampleur. Nous finançons des intermédiaires comme l'ADIE, à hauteur de 1,8 M€, par le biais d'allocations, via un dispositif dédié aux jeunes, Paris Initiative Entreprise (1,8 M€ en six ans), qui délivre des prêts à des entrepreneurs, et la Boutique de gestion de Paris (2,2 M€) dans l'accompagnement de créateurs d'entreprise (pour la gestion comptable et fiscale). »

À côté des sociétés coopératives et des mutuelles, la Ville vient également en appui de 34 entreprises d'insertion (comme la boulangerie « Farinez'



© AFP/RENZO TRIBOUILLARD

En France, les entreprises de l'économie sociale et solidaire génèrent près de 5 milliards d'euros de rémunérations brutes. Ici, un centre Emmaüs.

vous ») et de onze régies de quartier qui, depuis les années 1970, créent du lien social là où elles sont implantées (notamment à Paris centre, mais aussi dans les quartiers Saint-Blaise ou des Amandiers, dans le 20^e), en employant 330 personnes démunies, habitant dans le voisinage, à qui l'on confie, moyennant salaire, des travaux comme l'entretien d'espaces verts, du bricolage ou des réparations. Mais, au-delà de ces initiatives qui s'inscrivent dans le champ « classique » de la solidarité et de la coopération, un nouvel entrepreneuriat social a émergé il y a cinq ou six ans. De plus en plus de jeunes diplômés, sortis des grandes écoles, ont commencé à exprimer le souhait de faire du business autrement. L'Essec a été la première à instaurer la chaire d'entrepreneuriat social en France. En 2008, HEC a suivi, sous l'égide du Prix Nobel de la paix 2006, Muhammad Yunus, avec le soutien de Danone. Depuis, la vogue atteint l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur. De l'avis de l'économiste Philippe Askenazy, cet engouement est un

aveu d'échec. Dans l'étude « L'ESS, terra incognita des économistes? », réalisée par la *Revue internationale de l'économie sociale**, il argumente ainsi aux côtés de 23 autres économistes: « Nous sommes confrontés aujourd'hui à une crise morale du capitalisme. Cette question n'a absolument pas été traitée par les gouvernements. Cela ouvre une place pour qui peut porter une alternative à la logique du marché classique, pour qui porte un message de solidarité, de moindre voracité, au sein de l'entreprise, d'une part, mais aussi au-delà, vis-à-vis de l'utilisateur, du client. » Michel Henochsberg conforte son propos. « L'ESS "rend service" au système [...], mais en même temps elle est porteuse d'une exemplarité dangereuse pour le capitalisme, en montrant clairement que l'on peut développer la coopération au travail et poursuivre des objectifs sociaux et solidaires, tout en respectant l'équilibre financier. »

L'ESS deviendrait-elle inquiétante? Non, pas vraiment. Dès lors qu'on ne l'ignore pas. Elle oblige les groupes à intégrer ses principes dans leur modèle. Comment faire? Les représentants du CAC 40 multiplient les rencontres avec

les acteurs de l'ESS. Il y a encore cinq ans, les uns et les autres se toisaient, n'ayant que mépris pour leurs activités respectives. Aujourd'hui, ils recherchent les conditions d'un dialogue. Que ce soit dans des manifestations comme le LH Forum, à l'initiative de Jacques Attali et de PlaNet Finance au Havre (4000 participants), ou au Parlement des entrepreneurs d'avenir qui s'est tenu le 5 novembre, au Conseil économique et social, des figures comme Martin Bouygues (l'un des plus jeunes patrons du CAC 40) et Gérard Mestrallet, président du groupe GDF Suez, se pressent pour échanger et comprendre les pratiques de ceux qu'on appelait, il y a encore quelques mois, des néo-romantiques.

RELEVER LES DÉFIS SOCIÉTAUX

Preuve concrète d'un intérêt sincère? Au palais Brongniart, le Centre de co-création social & de business européen, initié par Ashoka en début d'année, propose un lieu neutre aux différents acteurs de l'économie, pour concevoir ensemble des projets capables de relever

les enjeux sociétaux. Comme le souligne Arnaud Mourot, « L'objectif est de transformer les industries en profondeur. Les alliances entre les industriels, les pouvoirs publics et les entrepreneurs sociaux sont bénéfiques pour tous. D'un côté, les groupes privés y trouvent un nouveau relais de croissance, un laboratoire d'innovation et une source de motivation pour les collaborateurs, en quête de sens, tout en donnant vie à des idées qui sont autant d'opportunités de développement. De l'autre, les entrepreneurs sociaux démultiplient leur impact et accèdent à de nouvelles compétences qui les aident à créer de nouveaux revenus, tandis que les pouvoirs publics soutiennent des projets efficaces pour mieux servir les usagers. » Tout le monde en sortirait donc gagnant? Probable. Selon l'étude réalisée par Mc Kinsey, en généralisant, au niveau national, le modèle de dix entreprises sociales innovantes du réseau Ashoka, l'économie potentielle pour les collectivités s'élèverait à 5 milliards d'euros par an, soit 50 milliards d'euros en dix ans. Comment passer à côté d'une telle manne? Personne ne peut s'offrir le luxe de détourner le regard. L'ESS n'a pas fini de faire parler d'elle. ■

* *Reema* n° 328, avril 2013

11 initiatives modèles



Les Trophées de l'Économie sociale et solidaire 2013, organisés par la Mairie de Paris avec La Tribune, mettent en lumière 11 actions innovantes et responsables de femmes et d'hommes. À l'échelle de leur quartier, leur secteur d'activité, leur domaine de compétences, ils inventent les leviers d'une économie sociale, solidaire et durable.

PAR HÉLÈNE MARTINEZ



Delphine Terzilli, membre de l'équipe de La Petite Rockette.

REFUSER LE GASPILLAGE LA PETITE ROCKETTE RECYCLE, SENSIBILISE ET CRÉE

Dans l'Est parisien, La Petite Rockette vient d'investir un nouvel espace rue du Chemin-Vert, où s'inventent quotidiennement des alternatives artistiques, culturelles, économiques, sociales et écologiques. Cette ressourcerie, agréée Jeunesse et Éducation populaire (JEP), s'implique dans la gestion des déchets et le reconditionnement des objets. Plate-forme citoyenne de collecte et magasin solidaire, La Petite Rockette est aussi un espace de création et d'éducation à l'environnement et aux pratiques artistiques. Dans une ambiance conviviale et participative, Delphine Terzilli et Damien Calliens mettent en place des ateliers de peinture et des cours de couture destinés à sensibiliser petits et grands au recyclage. Ils prévoient également d'organiser de multiples actions éco-citoyennes, telles que des vide-greniers et des fêtes de quartier. Un atelier de réparation de vélo, le « Café-Repair » est en projet. ■

DIRE NON À LA MISE À L'ÉCART DES HANDICAPÉS UNITTI 75 AIDE À L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Voilà vingt ans que Unirh 75 agit pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. Avec son concours, 3300 personnes handicapées ont accédé à un emploi en 2010. Sous l'égide de cette association, la société Unitti 75 voit le jour en novembre 2012. La nouvelle structure s'adresse à un public plus large, éligible à un parcours d'insertion. Franck Seurin, directeur général, et Alain Frouard, PDG, souhaitent

désormais étendre l'embauche à des secteurs d'activité plus variés. Actuellement, 90% des recrutements se font dans le bâtiment. En février 2013, Unitti 75 obtient l'agrément d'Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) par la Direccte d'Ile-de-France. À la faveur de la longue expérience d'Unirh 75 dans la médiation entre demandeurs d'emploi et employeurs, les dirigeants d'Unitti 75 poursuivent sereinement l'objectif. ■



Frank Seurin (à gauche), directeur général d'Unitti 75, et Alain Frouard, son PDG.

CONTRER L'EXCLUSION RÉZOSOCIAL FORME DES INFORMATIENS

Autre initiative liée à l'emploi, celle d'Idriss Bennani et Pierre Deleforge. Ces deux professionnels de l'informatique ont fait de leur domaine de prédilection un vecteur d'intégration. RézoSocial, créée en juillet 2013, met son activité de maintenance de parcs informatiques, d'assistance technologique et de développement de logiciels au service des autres. Agréée « Entreprise d'insertion », la société garantit la prise en charge de formations et d'accompagnement socioprofessionnel pour les personnes éloignées de l'emploi (chômeurs de longue durée, seniors de l'informatique, jeunes sans formation...). Aujourd'hui, sept salariés effectuent un parcours de deux ans avant d'être redirigés vers des CDI. Idriss et Pierre ont construit ce projet social avec la volonté de sortir ces gens de l'exclusion, pour les guider ensuite vers un emploi durable. Collectivités et entreprises de l'ESS constituent leur clientèle. Les fondateurs espèrent tripler leur effectif d'ici fin 2014. Idriss Bennani en est convaincu, « la maîtrise de compétences techniques et le contact avec les clients favorisent la confiance en soi et revalorisent ces personnes. » ■



Idriss Bennani (à gauche) et Pierre Deleforge, deux technophiles au service des autres.

CRÉER DU LIEN SOCIAL ALINEA AGIT AU CŒUR DE LA VILLE

Au cœur du quartier Petit, îlot d'habitats populaires du 19^e arrondissement de Paris, Alinea œuvre depuis quinze ans pour une dynamique positive par le biais d'actions collectives sociales, éducatives et culturelles. En collaboration avec le centre social J2P, l'association s'investit dans l'accompagnement de projets professionnels de jeunes femmes du quartier, notamment avec la création d'ateliers de coiffure afro. Alinea essaie son engagement dans le nord-ouest parisien au travers d'événements ponctuels (distribution de légumes, animations éducatives...). En février 2012, Alinea ouvre son épicerie solidaire « La Grosse Patate ». Travailleur social bénévole, Joël Cacciaguerra conduit et anime ce projet avec ferveur. « Nous créons du lien social par la vente et la promotion de

produits issus de l'agriculture raisonnée et de l'artisanat. Alinea repose sur la mutualisation et l'hybridation des ressources. Nous adaptons parfois nos tarifs pour permettre à chacun d'offrir à ses enfants des aliments de qualité. C'est aussi un lieu d'échange et de créations. » Afin d'assurer la pérennité de la boutique et de continuer à contribuer à une économie locale, Alinea a désormais pour objectif de créer un poste en CDI à temps partiel dédié à la gestion. ■



C'est à Paris qu'Alinea agit pour les habitants.

AIDER À LA RÉINSERTION PAR L'EMPLOI TRANSPORT CHALLENGER AFFRONTÉ LA MOBILITÉ ET LA RÉINSERTION

Marc Boitel a cofondé Transport Challenger dans l'objectif de « démontrer la capacité des personnes sous main de justice à créer de la richesse à s'émanciper à travers un emploi stable ». Avec son associé, Karim Haddouche, ce travailleur social propose un service de transport de personnes en réponse à une double problématique sociale: la réinsertion et la mobilité. Grâce à ce projet opérationnel depuis mai 2013, ils luttent contre la stigmatisation

des détenus et ex-détenus. « La population carcérale n'est pas homogène. Parmi les 80 000 personnes en détention chaque année, nombreux sont aptes à reprendre une vie professionnelle. L'inactivité est souvent source de récurrence. Le travail leur rend confiance en eux », observe Marc Boitel, fort d'une expérience de huit ans dans le secteur sociojudiciaire. L'association et future Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) offre à cette catégorie de personnes la

possibilité de travailler et, plus largement, de réintégrer la société. Formé à la conduite en milieu urbain, à la relation clientèle et au fait coopératif, un salarié, Nour, est déjà en fonction. Transport Challenger propose ses services aux personnes à mobilité réduite ou dépendantes du milieu médico-social, ainsi qu'aux salariés d'un environnement lié à l'ESS. Une démarche fondée sur les valeurs d'équité, de respect et de coopération. ■



Marc Boitel et son associé Karim Haddouche, de Transport Challenger, aident à la réinsertion d'ex-détenus.



Dalila Benfedda entre Juliette Bompoin et le frère de celle-ci, Matthieu Bompoin: une partie de l'équipe de Mezzanine Admin.

FÉDÉRER LES ACTEURS CULTURELS MEZZANINE ADMIN MUTUALISE LES SERVICES

En 2010, Matthieu Bompoin (Mezzanine Films) et sa sœur Juliette Bompoin (Mezzanine Spectacles) décident de mutualiser services et moyens afin d'aider les entreprises culturelles qui font face au besoin d'une gestion administrative et comptable suivie et pérenne. Ils fondent en 2012 le «groupement d'employeurs culturels» Mezzanine Admin. Depuis, une équipe de six intervenants administratifs permanents partagent leur temps entre les quarante structures

adhérentes: des sociétés de production de cinéma et des associations du spectacle vivant. Cette initiative collective a permis à des personnes éloignées de l'emploi ou en reconversion d'être formées et de participer à un modèle économique innovant. Mezzanine Admin apporte une solution à la crise du secteur culturel et a vocation à soutenir la création. Pour son fondateur, « l'association sert réellement aux structures et, plus encore, aux personnes qu'elle emploie. » ■



L'équipe de La Réserve des Arts en pleine collecte de matériaux issus d'entreprises.

PROMOUVOIR L'UPCYCLING LA RÉSERVE DES ARTS REVALORISE REBUTS ET CHUTES

Inscrite dans la tendance de l'upcycling (la transformation des matériaux récupérés), La Réserve des Arts, n'est pas une ressourcerie traditionnelle. L'association collecte les matériaux mis au rebut par quatre entreprises partenaires des secteurs du luxe, du bricolage et de l'événementiel, à raison de 24 tonnes de déchets par an. Des «valoristes» sélectionnent et trient ces déchets avant de les mettre en vente dans la boutique implantée dans une zone urbaine sensible du 14^e arrondissement de Paris. Les adhérents à La Réserve des Arts – artistes, créatifs, acteurs du secteur culturel – peuvent ainsi acheter, à moindre coût, la matière pre-

mière de leurs créations. L'association sensibilise ainsi les sociétés à qui elle fournit des bilans sur le flux de leurs déchets, ainsi que les bénéficiaires à la revalorisation des matériaux en surplus. Prochaine étape pour La Réserve des Arts, l'ouverture d'une antenne dans le nord parisien, à proximité de studios de tournage. Régisseurs, scénographes, chefs d'ateliers de décor auront à leur disposition des matériaux bruts et des machines dans ce lieu. Pour Sandrine Andreini, la directrice, « il n'y aura donc plus de barrière au réemploi et plus de limite à la créativité pour cette nouvelle cible ». Car, selon elle, « l'écologie est une véritable révolution culturelle! »

FAVORISER LES RENCONTRES DE QUARTIER LES ATELIERS DE NATEMA CRÉENT DU LIEN

Dans le 20^e arrondissement, aux Ateliers de Natema, on peut boire son jus de fruits autour d'un jeu, pratiquer une activité culturelle, faire ses devoirs, ou simplement discuter avec d'autres personnes du quartier. Ce projet dont Joël Cacciaguerra a longtemps été le tuteur, est né de l'initiative de deux jeunes mamans. En 2005, Emmanuelle et Nathalie souhaitent reprendre une activité professionnelle et s'investir dans la vie du quartier Réunion où elles vivent. Bénévoles puis salariées de leur association, les deux femmes ont lancé les Ateliers Natema dans le but de favoriser la rencontre entre les différentes populations

de leur quartier à l'occasion d'ateliers artistiques et culturels. Nomade jusqu'en octobre 2013, l'association a désormais son propre espace dans l'éco-quartier Fréquel-Fontarabie. À la fois ludothèque, café et restaurant, plusieurs dizaines de personnes fréquentent ce lieu chaque jour. Des collégiens qui viennent faire leur travail scolaire aux personnes âgées de la résidence adjacente, toutes les générations se confondent. Dans l'avenir, Emmanuelle et Nathalie espèrent développer des activités périscolaires et accueillir une cantine de qualité pour les écoles primaires du quartier. ■



Les Ateliers de Natema, dans le 20^e arrondissement de Paris: à la fois ludothèque, café et restaurant.



Solidarité Étudiante aborde le problème du logement étudiant et propose notamment de faciliter la colocation.

FACILITER LA VIE ESTUDIANTINE SOLIDARITÉ ÉTUDIANTE S'ATTELE AU LOGEMENT

Première SCIC étudiante gérée par des élèves, Solidarité Étudiante a commencé par développer une épicerie coopérative au sein de la cité universitaire d'Antony (Hauts-de-Seine). Aujourd'hui, son équipe entend intervenir sur l'une des plus grandes problématiques du milieu étudiant à Paris: le logement. Lolita Hubert, étudiante à l'université Sorbonne Nouvelle Paris 3, chargée du développement, livre le constat suivant: « Il existe de nombreux logements sociaux spacieux de type T4 ou T5, dont les loyers restent excessifs pour un seul foyer. Nous pourrions y réunir plusieurs étudiants en colocation et ainsi pallier une forme de précarité. » Soli-

darité Étudiante a la volonté de jouer un rôle d'intermédiaire entre les bailleurs sociaux et les étudiants en recherche de logement. Ses membres envisagent de proposer aux colataires des loyers oscillant entre 350€ et 450€, et également de les accompagner dans leurs démarches d'aides au logement. Cette entreprise, soutenue par la Mairie de Paris, est encore en phase d'étude et sera prochainement expérimentée sur une sélection de 20 étudiants. En attendant, l'équipe de Solidarité Étudiante développe déjà des partenariats avec divers acteurs du territoire: les banques coopératives et mutualistes, le Crous, la CAF et les bailleurs sociaux. ■

ENCOURAGER LA RÉCUPÉRATION CRÉATIVE STUDIO CARTON RÉCUPÈRE, FABRIQUE ET TRANSMET

Ma Ressourcerie propose des créations artisanales, accessoires et vêtements, réalisés à partir de matériaux récupérés et de produits collectés. Déco, petit électroménager, livres... Gérée par l'association Studio Carton, initiée par Évelyne Bouquet, cette boutique associative du 13^e arrondissement de Paris organise des ateliers de production invitant le public à forte mixité sociale de ce quartier à devenir «consommateur-acteur» et à lutter contre le gaspillage. Il y a cinq ans, Évelyne Bouquet mettait un terme à sa carrière de cadre dans l'industrie afin de mettre son expérience au service d'une action

citoyenne. « Lassée par la standardisation, j'ai pris conscience qu'il nous appartient de consommer autrement en fabriquant soi-même des objets uniques et respectueux de l'environnement. » Passionnée par la création de meubles en carton, Évelyne Bouquet a fait de son loisir un travail bénévole engagé dans la transmission, pour finalement ouvrir ce lieu de vente et de création. Nina Robin, jeune créatrice et styliste, fut la première salariée de Studio Carton. Elle y dispense des cours de couture et y dirige des ateliers de création. L'association embauche des personnes en insertion et a récemment recruté deux contrats aidés. ■



Braderies, vide-greniers, ateliers de création... la ressourcerie de Studio Carton propose une nouvelle forme de consommation.

FAIRE RIMER SOCIAL AVEC ÉCOLOGIE EXTRAMUROS DÉNONCE LE GÂCHIS ET REDONNE VIE AUX OBJETS

Indignés par le gâchis et habités par cette même conviction de la possibilité d'un mode de consommation alternatif, les membres de l'équipe de l'association Extramuros participent à une économie sociale et solidaire sur fond d'écologie. Les artistes Isabelle Pujade et Rosanna del Prete partagent une

passion commune pour les matériaux de récupération, une source d'inspiration inestimable. Jean-François Connan, responsable de la filière Responsabilité et innovation sociale d'Adecco, apporte au projet environnemental une dimension sociale, via l'insertion professionnelle. Ensemble, ils fondent en 2008

une entreprise créative de fabrication de mobilier d'entreprise à partir de matériaux de récupération. Extramuros redonne vie aux objets devenus obso-



Fondé en 2008, Extramuros fabrique du mobilier d'entreprise à partir de matériaux de récupération.

lètes et sensibilise ainsi à la revalorisation. Récemment implantée entre le quartier sensible de la cité Bonnier, à Ménilmontant, à Paris, l'association conduit un projet d'ateliers participatifs et de chantiers éducatifs sur le développement durable et le potentiel créatif des encombrants, accessible au plus grand nombre. Les équipes d'Extramuros y encadrent des clubs de prévention pour les jeunes déscolarisés. « Durant une semaine, ces jeunes découvrent le monde de l'entreprise, les métiers «verts» et participent à l'embellissement de leur quartier par la création d'équipements collectifs », explique Hélène Gounot, porteuse du projet. ■

Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie 2011

« Nos dirigeants auront-ils la volonté d'agir ? »

En septembre, Joseph Stiglitz a inauguré, avec Jacques Attali, le LH Forum au Havre. À l'occasion de la remise des Trophées de l'ESS, il préconise des mesures pour aller vers un monde plus prospère et plus juste.

Crisis à répétition, chômage de masse, pauvreté qui menace, sans oublier les enjeux environnementaux et l'émergence d'extrémismes en tous genres. Malgré le diagnostic alarmiste de la situation économique que connaît le monde en 2013, Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, a tenu, au dîner inaugural du LH Forum, le 24 septembre dernier, à marteler ses convictions. « En 2007, l'économie avait une maladie masquée par la bulle immobilière qui a permis aux gens de consommer au-delà de leurs moyens. Si on n'avait pas eu cette bulle, on aurait eu un déficit en demande agrégée et l'économie aurait été faible.

blèmes de fond. Pire encore: nous avons demandé aux gens qui ont créé la crise de la résoudre. »

Pas de fatalisme pour autant, Joseph Stiglitz est allé jusqu'à détailler un agenda, qui permettrait au monde d'avoir une économie plus forte à l'horizon 2030. Au-delà de la lutte contre le changement climatique et la promotion de la technologie, l'économiste a souligné la nécessité impérieuse de réglementer le secteur bancaire pour s'assurer que les banques fassent ce qu'elles doivent faire, c'est-à-dire prêter de l'argent à l'économie. « Les activités de prêt aux États-Unis sont actuellement de 25 % inférieures à leurs niveaux d'avant la crise. Il faut en finir avec l'austérité, ça ne marche pas! Prenez



Pour Joseph Stiglitz, l'ESS constitue un formidable terreau d'emplois pérennes et non délocalisables.

« NOUS AVONS AUJOURD'HUI LES RESSOURCES ET LES CONNAISSANCES POUR FAIRE ÉMERGER UNE ÉCONOMIE DU PARTAGE. NE PAS LE FAIRE SERAIT INEXCUSABLE. »

Revenir à un système bancaire réparé nous laisse quand même avec les problèmes d'une économie faible. Renflouer les banques, c'était nécessaire, mais insuffisant. Et c'est là que le gouvernement d'Obama et ceux qui étaient proches du système bancaire se sont trompés. Les banques se sont très mal comportées et elles ont aggravé la crise. En passant beaucoup de temps à s'occuper des banques, on en a oublié les pro-

blèmes de fond. Pire encore: nous avons demandé aux gens qui ont créé la crise de la résoudre. »

l'exemple des mesures prises dans les années 1930 par le président Herbert Hoover: elles ont conduit à la grande dépression. Ou celles, plus récentes, conduites sous l'égide de la Banque mondiale, un peu partout dans le monde. Le résultat de cette austérité imposée est une économie bien plus faible que ce qu'elle pourrait être. » a-t-il insisté, citant l'exemple d'un taux de chômage de 60 % chez les jeunes en

Grèce. « Nous mettons vraiment notre avenir en danger », a-t-il assuré.

Pour s'en sortir, parmi les problèmes prioritaires à régler, le manque d'égalité des chances vient en première ligne. « Vous avez intérêt à bien choisir vos parents si vous voulez exprimer tout votre potentiel », a-t-il plaisanté. « De fait, le succès d'un jeune dépend aujourd'hui avant tout des moyens financiers et du niveau d'éducation de ses parents. Nous devons investir dans l'éducation, dans les technologies, dans l'innovation et dans les infrastructures.

Nous avons besoin d'une stratégie globale de croissance au niveau mondial. Ce qui implique de répondre à cette question: comment peut-on stimuler l'économie pour qu'elle crée des emplois? Nous ne retrouverons pas la prospérité si les décisions stratégiques des entreprises continuent à se faire dans l'intérêt seul des actionnaires.

En Europe, la façon dont la zone euro a été mise en place comportait à la base des faiblesses. Pour y remédier, l'Europe devrait se doter d'une nouvelle structure, incluant une union bancaire et un mar-

ché d'euro-obligations. De même, des politiques de croissance devraient remplacer l'austérité et de vraies politiques industrielles être adoptées.

L'économie sociale et solidaire constitue un formidable terreau d'emplois pérennes et non délocalisables. Comme jamais auparavant, nous avons aujourd'hui les ressources et les connaissances pour faire émerger une économie du partage. Ne pas le faire serait inexcusable. Reste à savoir si nos dirigeants auront la volonté et le courage d'agir véritablement et durablement. », a-t-il insisté. ■

LA TRIBUNE

<http://www.latribune.fr>

La Tribune
2, rue de Châteaudun - 75009 Paris

Téléphone : 01 76 21 73 00.
Pour joindre directement votre correspondant,
composer le 01 76 21 suivi des 4 chiffres
mentionnés entre parenthèses.

SOCIÉTÉ ÉDITRICE

LA TRIBUNE NOUVELLE. S.A.S.
au capital de 3 200 000 euros.
Établissement principal :
2, rue de Châteaudun - 75009 Paris
Siège social : 10, rue des Arts,
31000 Toulouse. SIREN : 749 814 604

**Président,
directeur de la publication**
Jean-Christophe Tortora.

RÉDACTION

Directeur de la rédaction Éric Walther.
Directeur adjoint de la rédaction
Philippe Mabile.
→ **Économie** Rédacteur en chef : Robert Jules.
Rédacteur en chef adjoint : Romaric Godin.
Jean-Christophe Chanut, Fabien Piliu.
→ **Entreprise** Rédacteur en chef :
Michel Cabirol. Rédacteurs en chef adjoints :
Delphine Cuny, Fabrice Gliszczynski.
Alain-Gabriel Verdevoye.
→ **Finance** Rédacteur en chef adjoint : Ivan

Best. Christine Lejoux, Mathias Thépot.
→ **Correspondants** Florence Autret (Bruxelles).
→ **Rédacteur en chef Hebdo**
Jean-Louis Alcaïde. Jean-Pierre Gonguet.
→ **Dossier réalisé par** Isabelle Lefort
RÉALISATION RELAXNEWS
→ **Direction artistique** Cécile Gault.
→ **Graphiste** Mathieu Momiron.
→ **Rédacteur en chef édition** Alfred Mignot.
→ **Secrétaire de rédaction** Kitty Guillaume,
Stéphanie Labruguière, Sylvie Nouaille.
→ **Iconographie** Sandrine Sauvin.

ACTIONNAIRES

Groupe Hima, Laurent Alexandre,
JCG Medias, SARL Communication Alain
Ribet/SARL, RH Éditions/Denis Lafay.

MANAGEMENT

**Vice-président en charge des métropoles
et des régions** Jean-Claude Gallo. **Conseiller
éditorial** François Roche. **Directrice Stratégie
et Développement** Aziliz de Veyrinas (73 26).
Directrice de publicité Clarisse Nicot (73 28).
Directeur nouveaux médias
Thomas Loignon (73 07).

Abonnements Aurélie Cresson (73 17).

Marketing des ventes au numéro :

Agence Bo conseil A.M.E/Otto Borscha

oborscha@ame-presse.com (01 40 27 00 18).

Imprimeries IPS, ZA du Chant des Oiseaux,

80800 Fouillois. N° de commission paritaire :

0514 C 85607. ISSN : 1277-2380.

Anne Hidalgo, première adjointe au maire de Paris

« Paris doit devenir la capitale de l'économie sociale et solidaire »

Première adjointe au maire de Paris, Anne Hidalgo soutient depuis huit ans l'entrepreneuriat social dans la capitale. Elle nourrit de très hautes ambitions pour ce secteur

Comment Paris peut-elle se renforcer économiquement et créer les conditions pour devenir une capitale en pointe à l'horizon 2030 ?

Le XXI^e siècle est le siècle des métropoles. À Paris, comme à New York, Shanghai ou Lagos, les décideurs doivent être plus inventifs que jamais pour trouver les clés de l'économie de demain. Les grandes villes du monde sont confrontées aux mêmes défis : l'approvisionnement alimentaire, l'énergie, les mutations du travail et de l'habitat, l'accueil de populations nombreuses... Nous devons miser sur l'innovation, aussi bien sociale que technologique, et faire émerger des solutions inédites. Cela passe par la mutualisation des savoirs : plutôt que de les opposer, Paris doit faire travailler ensemble chercheurs, start-up, PME et grandes entreprises. Pour cela, nous devons réinventer la ville et l'adapter aux nouvelles façons de créer, en construisant ces bâtiments d'un genre nouveau qui permettent le travail collaboratif, le télétravail, le bureau-logement, les pépinières. C'est dans cet esprit que je propose de transformer la bordure de Paris, de la porte de Versailles jusqu'à Clichy-Batignolles, en un grand « arc de l'innovation ». Ce nouveau territoire mixte d'habitat, de développement économique sera l'occasion de repenser nos manières de se loger, de travailler et de créer : s'y mêleront universités, start-up, incubateurs d'entreprises, logements pour tous, des équipements publics sociaux, sportifs et culturels et des commerces. C'est comme cela que je conçois « l'innovation ouverte, sociale et culturelle ». C'est aussi grâce à des projets comme celui-ci que nous construirons le Grand Paris, facteur déterminant de la croissance économique de la capitale. Nous bâtissons déjà des projets communs avec les villes qui nous entourent, pour effacer la frontière du périphérique. Et je veux consolider les secteurs très dynamiques de Paris tout en faisant émerger des activités nouvelles qui créeront des emplois pour tous, comme l'économie sociale et solidaire.

Comment aider Paris et les entreprises, mais aussi les Parisiens à vivre bien et à se développer ?

Nous devons investir dans des nouvelles formes d'économie qui concilient la rentabilité économique et l'innovation sociale. Je veux que Paris devienne la capitale de l'économie sociale et solidaire. Ce secteur repré-

sente un fort potentiel de création d'emplois et une solution durable aux problèmes rencontrés par les Parisiens les plus fragiles. J'en suis convaincue : les métropoles sont la bonne échelle pour changer le monde. Par exemple, je m'engage à augmenter de 10 % le nombre de marchés publics à clause sociale, afin de permettre aux personnes en insertion de bénéficier d'opportunités de retour à l'emploi. C'est pourquoi j'organiserai annuellement un grand forum international qui rassemblera les leaders du secteur de l'ESS et développerai des jumelages avec d'autres métropoles autour de ce thème. Aider les Parisiens à bien vivre, c'est aussi promouvoir les bonnes politiques d'emploi et d'insertion. Beaucoup de démarches sont à simplifier : pour les chômeurs, je veux regrouper les dispositifs existants en un lieu unique et y associer l'accès à des formations.

De quelle manière Paris peut-elle devenir exemplaire en matière d'économie du partage ?

L'économie du partage, c'est le signe que les citoyens favorisent un modèle durable et collaboratif au détriment du gaspillage et de l'individualisme. Les Parisiens ont été assez avant-gardistes en adoptant Vélib' et Autolib'. Je suis fière de ce changement de paradigme que nous avons accompli, il nous servira de base pour de nouveaux services innovants que nous développerons à l'échelle du Grand Paris. Ces initiatives publiques exemplaires ne font pas le tout de l'économie de partage : souvent, ce sont des entreprises ou des associations qui offrent de nouvelles façons de consommer ou de recycler les objets dans une démarche d'économie circulaire. À Paris, je trouve aussi formidable le développement des Amap, qui mettent en réseau les producteurs locaux et les acheteurs, sans intermédiaires, ou encore les « accorderies »



Selon Anne Hidalgo, Paris a tout à gagner à encourager le développement de l'ESS.

© LUDOVIC PIRON ET

qui permettent aux gens d'un même quartier d'échanger des services gratuitement. Dans le même temps, beaucoup de start-up ont commencé à révolutionner certains secteurs, plébiscitées par les consommateurs. Je pense que ce mouvement est positif pour l'économie même si, comme tout marché, celui-ci doit être réglementé pour ne pas fragiliser des emplois ou des écosystèmes en place. L'économie du partage, c'est aussi le « crowdfunding ». Je

veux lancer un outil de financement participatif pour les commerces de proximité et les associations de quartier du Grand Paris. Les Parisiens pourront découvrir les projets des commerçants, échanger avec eux et les soutenir financièrement. Il faut aller plus loin en termes d'économie collaborative et d'économie circulaire. Pour moi, la co-gouvernance et l'administration de demain s'appuieront beaucoup sur les principes de partage. ■

« L'ESS A FAIT LA PREUVE DE SON POTENTIEL ÉCONOMIQUE »

Après son adoption au Sénat le 8 novembre, le projet de loi sur l'ESS porté par Benoît Hamon, ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la Consommation, sera débattu au printemps prochain à l'Assemblée nationale. Le projet définit pour la première fois le périmètre du secteur de l'ESS, et a pour objectif la création de 100 000 emplois.



Benoît Hamon, ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la Consommation.

Sur quels thèmes ont porté les principales discussions au Parlement ? Quels sont les points qui dérangent ou suscitent l'enthousiasme des parlementaires ? La fiscalité ? Le modèle coopératif ?

Le projet de loi Économie sociale et solidaire a été adopté en première lecture au Sénat le 8 novembre. Les parlementaires de gauche comme les organisations syndicales de salariés ont salué l'ambition de cette loi qui va permettre au secteur de changer d'échelle et de créer au moins 100 000 emplois dans les territoires. Concernant le périmètre de l'ESS, nous avons fait le choix de le définir de manière inclusive, en y intégrant non seulement les acteurs historiques du secteur, mais aussi les entreprises sociales. Ces « start-up de l'ESS », qui prennent la forme de SA ou de SARL, feront donc partie de l'ESS dès lors qu'elles feront le choix de

s'appliquer les principes et valeurs du secteur. Une autre mesure a provoqué l'opposition de la droite et l'expression hostile du Medef en première lecture au Sénat : il s'agit de la création d'un nouveau droit pour les salariés de PME de moins de 250 salariés, celui d'être informés que leur entreprise est à vendre au plus tard deux mois avant la cession. L'objectif de cette information en amont est de permettre aux salariés, s'ils le souhaitent, de faire eux-mêmes une offre de reprise pour leur entreprise. Cela contribuera à lutter contre la destruction, chaque année, de milliers d'emplois, faute de repreneurs pour des entreprises pourtant saines.

Vous prônez la pollinisation de l'économie classique par les valeurs et les pratiques de l'ESS. Pour quelle raison ?

Tous les Français, qu'ils soient ou non patrons du CAC 40 ou de PME, devraient, à l'instar des membres du gouvernement, partager le même objectif : restaurer la création d'emplois. Sur les dix dernières années, 23 % d'emplois nouveaux ont été créés dans l'ESS contre 7 % dans l'économie traditionnelle. Et, pour prendre l'exemple des Scop, 82,5 % de celles créées il y a trois ans poursuivent aujourd'hui leur activité, contre 66 % pour les entreprises classiques. L'ESS fait donc la preuve de sa robustesse et de son potentiel économique. Outre les valeurs que porte le secteur, je crois qu'il s'agit là du meilleur argument pour comprendre pourquoi

notre gouvernement se mobilise pour créer de véritables politiques publiques en faveur du développement de l'ESS. Enfin, ce secteur économique contribue à la cohésion sociale et à l'amélioration du bien-être collectif, comme l'a souligné de manière pionnière Joseph Stiglitz.

Le projet prône la multiplication de Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE), comment cela va-t-il s'articuler à Paris et dans l'Île-de-France, en général ?

La loi va en effet permettre de multiplier le nombre de PTCE, ces « pôles de compétitivité à la mode ESS », qui rassemblent des entreprises de l'ESS, des entreprises commerciales et, le cas échéant, des collectivités territoriales. Nous avons lancé un appel à projets de trois millions d'euros qui va permettre de créer de nouveaux pôles sur tout le territoire. Concernant la région capitale, la loi va systématiser la création de « volets ESS » dans les contrats de développement territorial du Grand Paris. J'ai d'ailleurs signé la semaine dernière, à titre expérimental, le tout premier volet ESS pour le territoire de la communauté d'agglomération Plaine-Commune, en Seine-Saint-Denis. Dans le cadre proposé par la loi, ce sont autant de projets de développement de l'ESS dans les territoires qui pourront voir le jour afin de répondre aux besoins des populations, dans le souci de la proximité et de la création d'emplois locaux. ■

J'AI CHOISI LA BANQUE QUI COMPREND LES BESOINS DES MUTUELLES



- UNE GESTION SÉCURISÉE DES COTISATIONS
ET DES REMBOURSEMENTS DES ADHÉRENTS
- UNE BANQUE DE CONFIANCE
POUR LA GESTION DE TRÉSORERIE ⁽¹⁾
- UNE OFFRE GLOBALE ENTIÈREMENT
DÉDIÉE AUX MUTUELLES
- LA BANQUE DE DEUX MUTUELLES SUR TROIS ⁽²⁾



BANQUE ET CITOYENNE

LABANQUEPOSTALE.FR ⁽³⁾

⁽¹⁾ Le placement en Bourse est risqué, vous pouvez subir des pertes. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps. ⁽²⁾ Source 2012 - La Banque Postale. ⁽³⁾ Coût de connexion selon le fournisseur d'accès.
La Banque Postale – Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 185 734 830 €. Siège social : 115 rue de Sèvres – 75275 Paris Cedex 06 – RCS Paris 421 100 645 – Code APE 6419Z. Intermédiaire d'assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 023 424.